

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM : CARTE ERM CHANJAVU-MAKWALE-IBONA



Contexte

Description de la crise

L'axe Chanjavu-Mukwale-Ibona est situé dans la zone de santé de Walungu, en groupement Walungu, chefferie de Ngweshe, dans le Territoire de Walungu en province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo. Des chiffres de la dernière réunion de CMP/Sud Kivu au 26 octobre 2025, environ 1119786 IDPS, parmi lesquelles 81598 IDPs en Territoire de Walungu. Dans les zones de santé de Walungu et Kanyola, les regains de violences enregistrées entre Aout à octobre 2025 et l'intensification des combats entre les deux parties en conflit les forces armés de la république démocratique du Congo allié au Wazalendo contre AFC/M23, entraînent la détérioration de la situation humanitaire et de protection en territoire de Walungu. Ces affrontements ont poussé des milliers des personnes à se déplacer en direction de Walungu centre en ses environs, dans les villages Kabikwinja, Mudusa, Nshesha, Bugala, Makwale, Ibona, Chibarhama, Chayi, Chibanda, Kibirira, Cinzavu et Ibona, craignant pour leur sécurité. Ces affrontements récents du 14 octobre 2025 entre les FARDC et le AFC/M23 ont entraîné des conséquences désastreuses sur les conditions de vie et l'accès aux services de base dans les Zone de santé de Walungu et Kaniola notamment des habitations ont été incendiées, les articles ménagers piller. Ces mouvements ont affecté plus de 3507 ménages soit 21042 personnes en provenance des de Twangiza, chinjira, Efendula, Nzibira, Luntukulu, Maziba Mulamba et Budodo, Munzinzi, Chaminyago, Nyawera, Lubimbe, Kishadu, Kibandamango et Kabogozo. Selon l'informateur de Walungu, ces déplacés ont été accueillis dans les familles d'accueil et vivent dans des conditions difficiles. La même source signale que les besoins prioritaires pour ces vulnérables seraient, les vivres, AME, le CASH, la protection, WASH, santé/nutrition. OCHA à partager cette alerte avec les différents partenaires pour envisager les évaluations multisectorielles en faveur de ces personnes afin d'apporter de l'assistance. Cette alerte a été validée par OCHA sous le code Ehtools 6140 en date du 21 octobre 2025.

C'est dans ce contexte qu'ACTED avec son projet intitulé « Addressing Food Insecurity through a Multisectoral Response and Strengthening Intersectoral & Food Security and Nutrition Evidence-Based Analysis, Planning & Response in the Democratic Republic of the Congo » a décidé de lancer une évaluation rapide des besoins multisectoriels (ERM) du 22 au 26 octobre 2025 sur l'axe Chanjavu-Mukwale-Ibona. Le but était de procéder à l'identification des gaps dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels (AME), en abris, en eau, hygiène et assainissement (EHA), en éducation, en santé et sur les moyens de subsistance de populations déplacées et autochtones se trouvant dans cette zone affectée par les conflits. Cette évaluation a permis également d'obtenir les premières informations concernant l'accessibilité, la sécurité et la situation en matière de protection de la zone. Après une mission d'évaluation sur l'axe il ressort une estimation de la présence de 3069 ménages déplacés en besoin d'assistance et de 7219 familles hôtes sur cet axe au total 10288 ménages évalués.

Cet axe est accessible par véhicule 4x4. La situation sécuritaire de l'axe est relativement calme. La zone est contrôlée par les éléments d'AFC/M23. L'axe est couvert par les réseaux Vodacom et Airtel, orange.



Source des résultats :¹

EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte

6140 6140

Autres codes d'alerte

Date de début de crise

01/10/2025 04/10/2025

Date de fin de crise

En cours En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée

10288 10288

Taille moyenne ménages

7,3 -

Accès physique

Source : équipe d'évaluation

Voiture

Accès sécuritaire

Non
Violences conjugale, séparation des familles, pillage ou vol ou cambriolage,

Présence de la MONUSCO

Vodacom : 75% (estimation)

Incidents au cours des 2 dernières semaines

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés

RDS: Revue de données secondaires

GDC: Groupe de discussion communautaire

OL: Observations libres

Couverture tél.

Consequences humanitaires

Pendant les entretiens en groupes de discussion, les participants ont cité certaines des conséquences de la crise, notamment les difficultés d'accès à la nourriture car ils rencontrent des difficultés pour accéder à leurs champs. L'accès aux articles ménagers essentiels est difficile (les déplacés se partagent les AME disponibles avec les communautés hôtes) car la plupart de leurs AME ont été perdus, pillés et abandonnés lors des affrontements, les violences physiques ou harcèlement. Il a aussi été déploré un accès difficile aux soins de santé à cause du manque de médicaments. Les soins coûtent chers et les déplacés manquent de moyens financiers pour y recourir mais aussi les problèmes d'accès physique, (y compris la distance trop élevée) car 37% des ménages font plus une heure pour atteindre la structure de santé la plus proche.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	3%	1%
18-64 ans	18%	17%
6-17 ans	17%	18%
7 mois-5 ans	10%	10%
0-6 mois	1%	2%
Total	49%	51%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM)²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	99%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			3069		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	2%	0%	3%	-	96%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	4%	-	4%	-	93%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	2%	64%	-	34%
Nutrition	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
	MAG enfants < 5 ans	58%	-	35%	-	7%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	57%	-	43%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	50%	50%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris				80%	
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	10%	70%	19%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	1%	69%	12%	18%	0%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	2%	-	17%	-	82%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	8%	51%	37%	4%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans				66%	
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme, Infection respiratoire aigue, Diarrhées aigues, Typhoïde, Malnutrition aigue globale, Choléra, Fièvre jaune				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	67%	-	-	-	32%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	90%	-	-	-	9%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	69%	-	30%	-	1%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	6%				

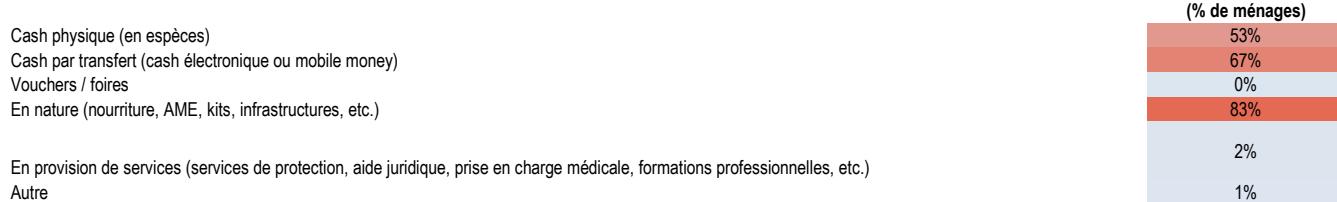
Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Au moment de l'enquête sur terrain, la situation sécuritaire était toujours tendue dans les villages de provenance car la guerre s'est intensifiée dans la zone entre les groupes armés dans la zone, ce qui écartera l'option de retour des ménages déplacés dans leurs villages d'origine. Par ailleurs, les déplacements pourront continuer dans la zone d'accueil à la suite des opérations du mouvement M23 contre les bastions de Wazalendo dans les villages environnants les villages évalués. Les ententes entre la communauté hôte et déplacée reste au beau fixe car la majorité de la communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire et certaine communauté hôte prête à assister pour un temps limité.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²



Types de besoins prioritaires de la population (IC)²



Informations sur l'enquête

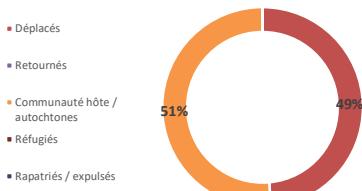
Méthodologie

La technique utilisée est celle de la collecte mobile par le biais de la boîte à outils ERM réduit produite par REACH pour la communauté humanitaire en république démocratique du Congo. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) ; et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon total de 110 ménages déterminés sur une population estimée à 10288 ménages, réparti dans 12 localités évaluées. 95 ménages plus un buffer de 15% pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune de 12 villages a été effective. L'évaluation a consisté donc en des GDC (avec une stratification par statut de déplacement : autochtones, déplacés) ainsi que des enquêtes ménages dans les villages échantillonnes le long de l'axe enquêté. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des villages. Au cours de cette enquête 12 entretiens ont été réalisées dans les 12 villages (villages Kabikwirja, Mudusa, Nshesha, Bugala, Makwale, Ibona, Chibarhama, Chayi, Chibanda, Kibirira, Cinzavu et Ibona) avec Informateurs Clés institutions étatiques, centres de santé, leaders communautaires, représentants des déplacés.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
Obs. libres	Non	-	-	Indicatifs
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		24/10/2025	24/10/2025	15/05/2024
Date de fin de l'enquête		26/10/2025	27/10/2025	18/05/2024
Organisation		Acted	Acted	Acted
Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	Non	Non
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
Chanjavu	746	7	1	1
Kibirira	472	5	1	1
Nshesha	2039	23	1	1
Chibarhama	962	10	1	1
Chibanda	747	6	1	1
Mudusa	957	10	1	1
Makwale	945	7	1	1
Bugala	411	9	1	1
Chayi	559	6	1	1
Nakahanda	410	5	1	1
Muranga	506	6	1	1
Ibona	1534	16	1	1
Total	-	10288	110	12
				12

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	49%	30%	
Retournés	0%	0%	
Communauté hôte / autochtones	51%	70%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

À la suite de ces mouvements de population, l'évaluation a fait état de 7021 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 53360 personnes (sur base d'une moyenne de 11,6 personnes par ménage rapportée pendant les enquêtés ménages). Parmi ces ménages et selon les enquêtes ménages effectuées, 2304 seraient déplacés (33% des ménages). Ce dernier chiffre est calculé en appliquant le pourcentage de déplacés enquêtés au nombre de ménages dans la zone. Un comptage des ménages a eu lieu dans chacun des villages. Pour les villages plus petits, les ménages ont pu être comptés, pour les villages trop grands, le nombre de ménages a été estimé à l'aide des informations partagées par les informateurs clés. Avec cette dernière méthode on dénombre 2304 ménages déplacés. Si on ne tient compte que des estimations des informateurs clés et comptage, on estime le nombre de ménages déplacés à 2304 ménages. Nous considérons ici les données présentent dans le tableau démographique (données croisées entre le comptage, les observations les informateurs clés et groupes de discussion). Nous choisissons donc de retenir une démographie globale de 7021 ménages qui semble plus cohérente par suite du croisement des données et 3783 ménages déplacés.

Il est à noter qu'aucun ménage déplacé n'est retourné dans la zone de provenance à ce stade : en effet, la situation sécuritaire dans une partie de la zone est toujours préoccupante à la suite des affrontements entre les groupes armés M23 et les FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo) /Wazalendo, ce qui empêche les ménages déplacés de revenir vers leurs villages de provenance.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	5003	3069
Retournés	0	0
Communauté hôte / autochtones	5285	7219
Réfugiés	0	
Rapatriés / expulsés	0	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

10288 10288

Taille moyenne des ménages (EM)

7,3 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

49% -

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

49% -

Estimation du nombre de familles d'accueil

54 -

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

28587

75102

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

7219

10288

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats).

L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	3069
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	7219
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	10288

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	2	15%	0	0%	2	0%
	115-125 mm	6	37%	5	20%	11	27%
	>125 mm	6	48%	16	80%	22	11%
	MAG	8	52%	5	20%	13	38%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	1	5%	2	10%	3	7%
	115-125 mm	15	60%	5	22%	20	42%
	>125 mm	6	35%	12	67%	18	50%
	MAG	16	65%	7	33%	23	50%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	3	9%	2	5%	5	7%
	115-125 mm	21	51%	10	21%	31	35%
	>125 mm	12	40%	28	69%	40	58%
	MAG	24	60%	12	26%	36	42%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	0%				
	185-230 mm	16	43%				
	>230 mm	23	57%				
	MAG	16	43%				

IC

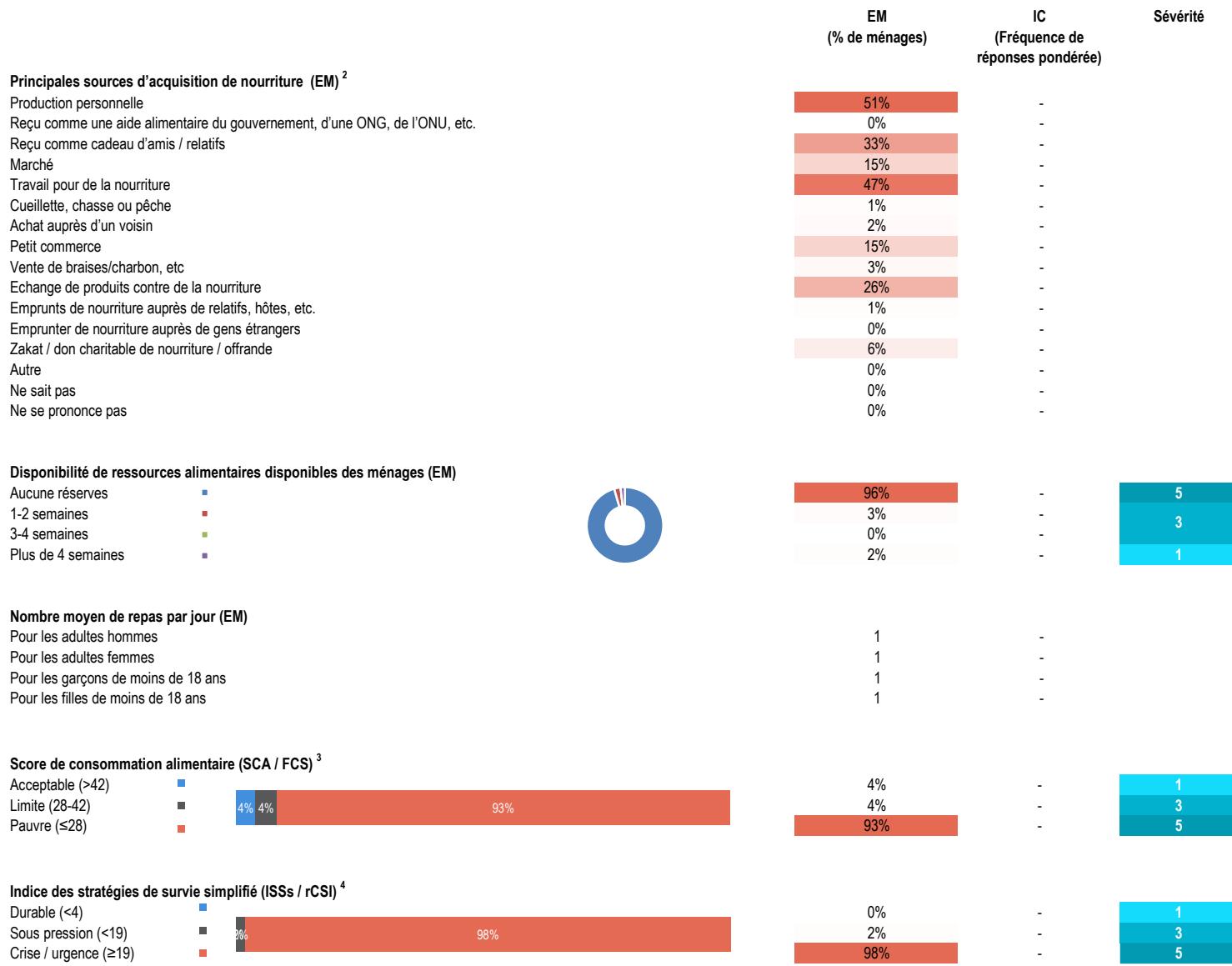
	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	n	n	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	1	0	0	0
	115-125 mm	0	0	0	0	0
	MAG	0	1	0	0	0
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	1	0	0	0
	115-125 mm	1	1	1	1	1
	MAG	1	2	1	1	1
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	2	0	0	0
	115-125 mm	1	1	1	1	1
	MAG	1	2	1	1	1
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0				
	185-230 mm	2				
	MAG	2				

Analyse Nutrition

Dans la zone enquêtée, il s'observe des cas de la malnutrition aigüe sévère et modérée sont constatés pendant les enquêtes identifiées au moment de screening des enfants et femmes enceintes et allaitantes. Les principales personnes touchées sont les garçons et les filles de moins de 5 ans. Les filles sont les plus touchées avec 7% avec malnutrition aigüe et 42% avec la malnutrition modérée, aucun cas pour des garçons avec malnutrition sévère et 27% avec la malnutrition modérée, ce qui est aussi le cas pour les femmes enceintes et allaitantes, où 43% avec la malnutrition modérée. Le risque est de basculer dans un état de malnutrition sévère est particulièrement présent pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes déjà dans un état de malnutrition modérée si rien n'est fait dans ce domaine. Selon les participants au groupe de discussion les facteurs suivants sont à la base de la situation, la faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture et la faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, pourrait causer des nombreux décès dans ces villages. A noter que les ménages familles d'accueil ne peuvent pas se déplacer pour atteindre leurs champs éloignés par peur de l'insécurité liée à la présence de groupes armés.

Sécurité alimentaire

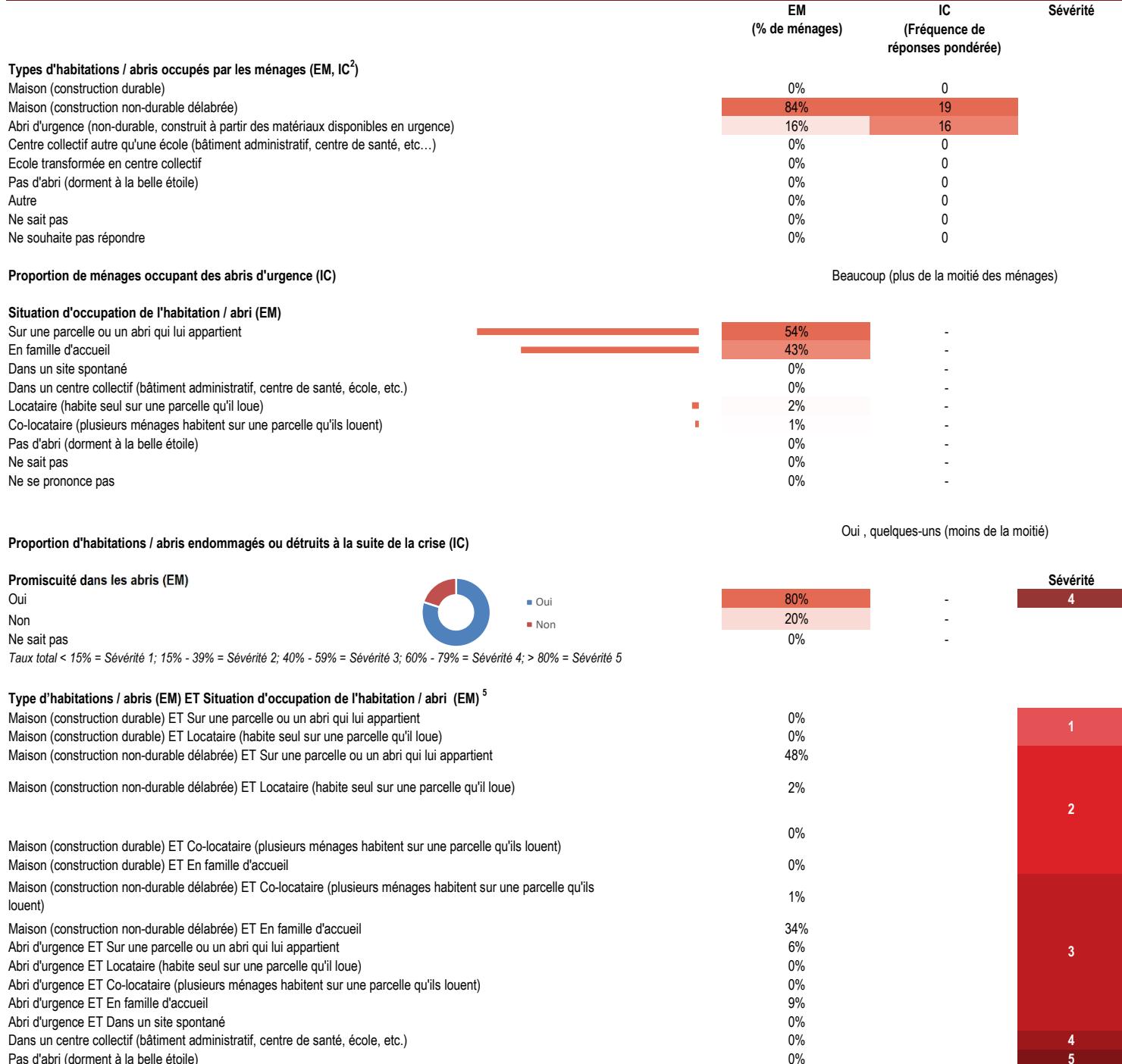
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC)²			
Travail journalier	65%	0	
Agriculture de subsistance	18%	19	
Agriculture de rente	7%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	1%	18	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	0	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envoi de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	2%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	56%	-	
Non	42%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)			
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
Non consensus			
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	99%	-	
Non	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	100%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
Oui			
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	97%	18	
Non	3%	1	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	8	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	11	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	



Analyse Sécurité alimentaire

Avec la situation de crise installée dans la zone à la suite d'une insécurité grandissante ne permettant pas à cette population d'accéder à leurs champs, ces derniers sont devenus improductifs à la suite de plusieurs facteurs selon les participants aux groupes de discussion (Abandon de champs, infertilité du sol, semences de mauvaise qualité car réutilisées depuis plusieurs années, et différentes maladies attaquant les cultures), ce qui justifie un grand besoin d'appui en sécurité alimentaire. Les ménages déplacés viennent donc dans une localité où il est difficile de pratiquer l'agriculture de subsistance. Parmi les ménages, 93% de ménages ont un score de consommation alimentaire (SCA) pauvre (inférieur à 28), 4% des ménages ont des scores limités et 4% ont un score acceptable. 98% de ménages ont régulièrement recours à des stratégies de survie néfastes pour survivre surtout parmi lesquels les plus pratiqués sont de consommer des aliments moins coûteux/moins préférés (lorsque les aliments habituellement consommés sont disponibles), réduire la consommation des adultes au profit des enfants, réduire le nombre de repas journaliers et réduire la taille des portions lors des repas. Il faut noter que 56% de la population enquêtée a accès à la terre et 18% des ménages pratiquent l'agriculture de subsistance et 7% l'agriculture de rente ou la terre, ce qui explique pourquoi cette situation impacte fortement la sécurité alimentaire des ménages. Selon les participants aux groupes de discussion, les champs dans la zone de provenance ont été abandonnés et toutes les cultures envahies par les herbes sans aucun entretien et les ménages déplacés n'ont pas eu à exploiter les champs pour la saison A. Par ailleurs les stocks qui restaient dans les maisons auraient été pillés par les groupes armés et ceux qui n'ont pas été pillés pourrissent dans les maisons car il leur est impossible de se rendre dans la zone à cause de la crainte d'être pris en partie du conflit d'appartenir un groupe parmi les belligérants, ce qui accentue l'insécurité alimentaire sur cet axe. Ces événements entraînent des conséquences graves sur ces populations dont les moyens de subsistance proviennent essentiellement de la culture de leurs champs. Actuellement ; 96% des ménages ne disposent pas d'un stock alimentaire. Cependant les marchés semblent fonctionnels puisque 99% des ménages ont fréquenté les marchés 7 derniers jours avant la conduite de l'évaluation.

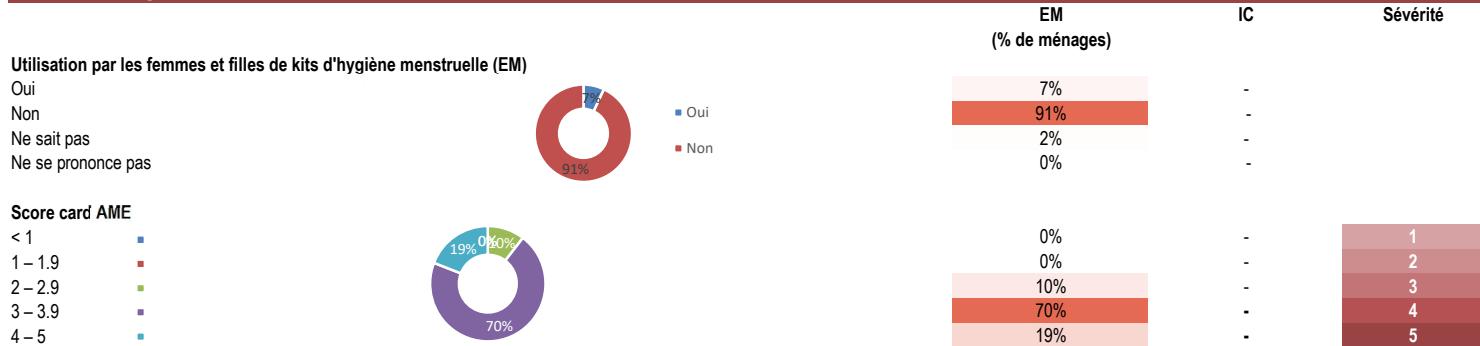
Abris



Analyse Abris

D'après les résultats de l'enquête, le type d'abris le plus communément utilisé par les ménages est le logement en construction non durable délabrée (83%) et Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence) (17%). Ces résultats sont confirmés par les Informateurs clés puisqu'une grande majorité d'entre eux ont rapporté que la plupart des ménages des localités évaluées vivaient dans des logements non durables et que seule une minorité vivaient dans des logements d'urgence. En termes de situation d'occupation, 54% ont rapporté être propriétaires de leur logement tandis que 43% des ménages ont été accueillis par une famille d'accueil, 2% des locataires (habite seul sur une parcelle qu'il loue) et 1% comme co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent). En ce qui concerne la situation d'occupation des habitations des abris 50% habitent dans les maisons (construction non-durable délabrée) et en famille d'accueil et 50% dans les maisons (construction non-durable délabrée) et sur une parcelle ou un abri qui lui appartient. Selon les résultats ; 80% des ménages vivent dans une promiscuité très sévère.

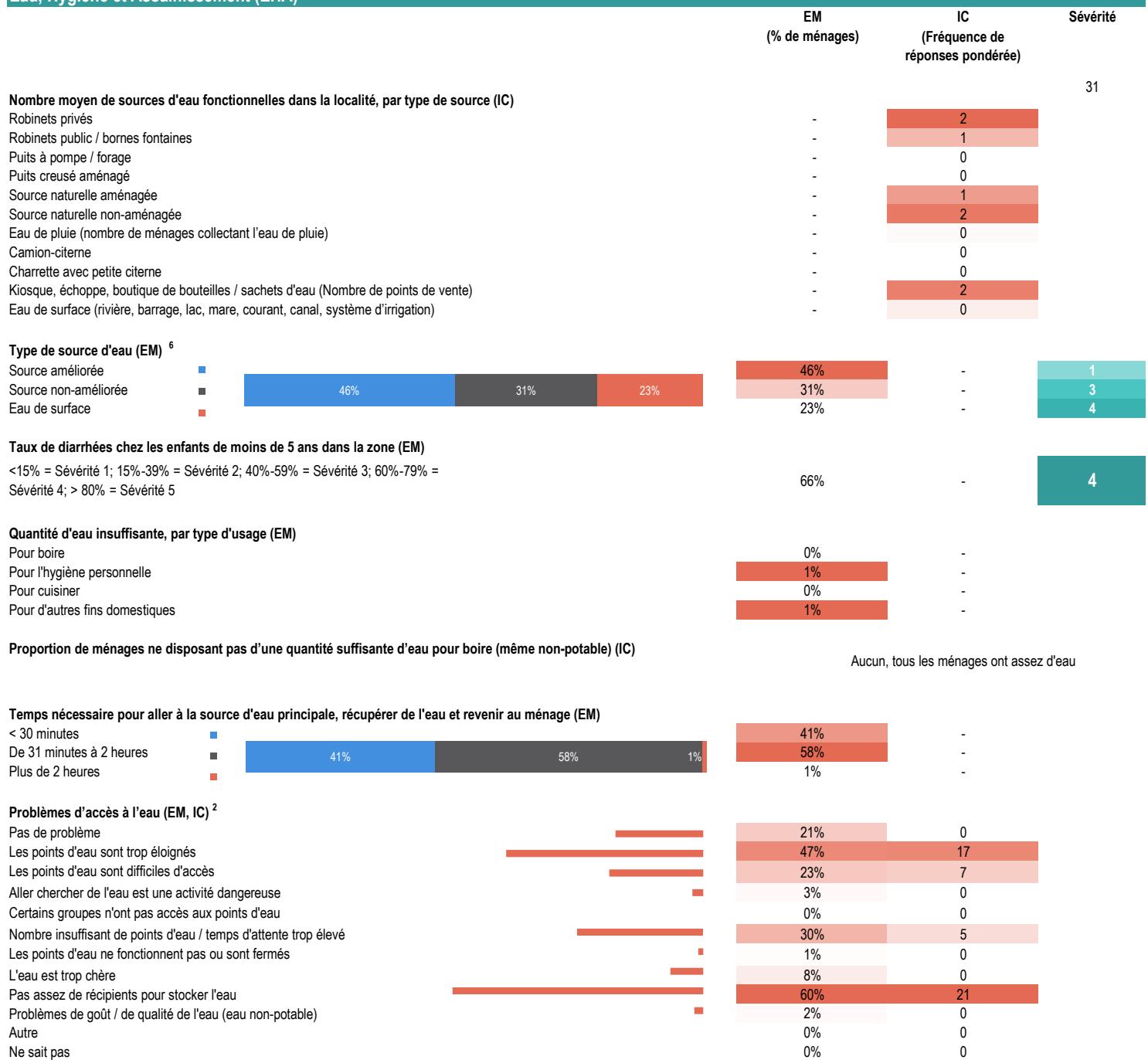
Articles Ménagers Essentiels (AME)



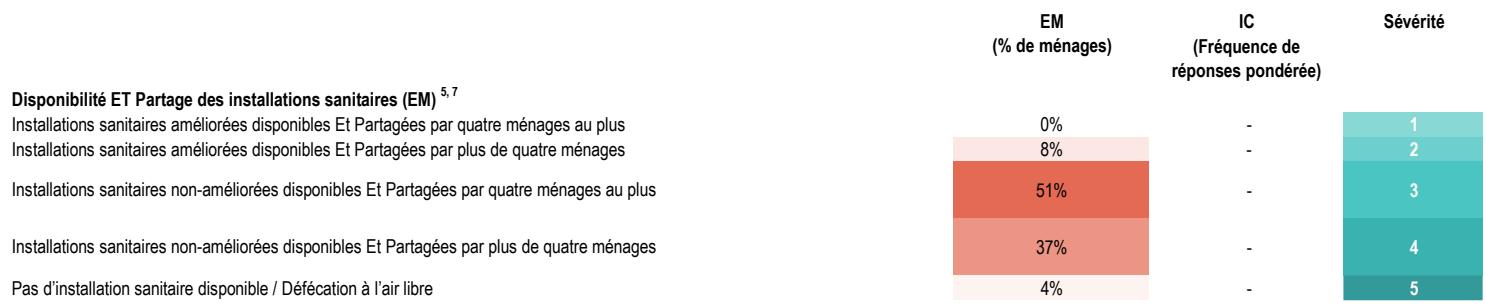
Analyse AME

Les résultats des enquêtes ménages montrent que seul, 7% des femmes enquêtées utilisent de kits d'hygiène menstruelle. Selon les participants aux groupes de discussions la plupart des ménages déplacés ont confirmé avoir perdu tout accès aux Articles Ménagers Essentiels à la suite de la crise. 90% des ménages ont un score AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique) à la suite de ces évènements des pillages et destructions de biens. Signalons que, les ménages hôtes affirment partager les articles avec les déplacés mais à la suite de l'insuffisance des articles, cela risquerait de créer un conflit à la longue si le déplacement persiste.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)







Analyse EHA

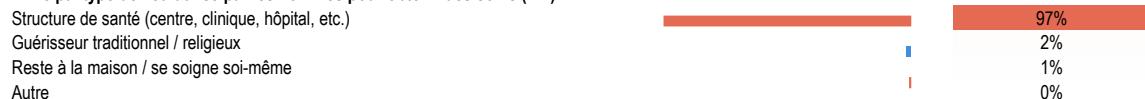
L'accès à l'eau de qualité est problématique sur l'axe évalué : en effet, 54% des ménages déclarent utiliser l'eau de points d'eau non aménagés (dont 23% de l'eau de surface) pour la boisson contre 46% qui déclarent avoir accès à des sources améliorées. Selon les résultats de l'enquête, les ménages affirment pourtant de manière généralisée (tous) disposer de la quantité d'eau suffisante pour boire ou pour la cuisine, 99% pour l'hygiène personnelle et 98% pour autres usages domestiques.

La plupart des ménages (59%) affirment mettre entre 30 minutes et 2 heures pour puiser de l'eau et 41% déclarent mettre moins de 30 minutes pour aller à la source d'eau principale pour récupérer de l'eau et revenir au ménage. Toute les femmes adultes et hommes adultes interrogés sont concernés par les risques sécuritaires pour se rendre au point d'eau et utiliser la source. En outre, pour expliquer le manque d'accès à l'eau, 60% des ménages évoquent le manque de récipients pour stocker l'eau comme problème principal. De même, 40% des ménages évoquent les points d'eau sont trop éloignés, 30% parlent de nombre insuffisant de points d'eau et le temps d'attente aux points d'eau comme entrave, alors que 23% mentionnent les problèmes des points d'eau sont difficiles d'accès (surtout pour les personnes handicapées), 8% crient l'eau est trop chère. Enfin 3% parlent aller chercher de l'eau est une activité dangereuse dans le milieu pour ceux qui marchent plus de 30 minutes et 2 heures.

Les conditions d'hygiène sont préoccupantes sur l'axe, seul, 18% des ménages affirment disposer dispositifs de lavage des mains 17% sans savon et 2% avec savon et 88% des ménages n'utilisent pas des installations sanitaires non-améliorée, c'est-à-dire qui n'empêchent pas le contact extérieur avec les excréments, telles que des latrines à fosse ouverte ou sans dalle, ou des latrines traditionnelles et 8% des ménages ne possèdent pas de latrines. A noter que 41% de ces installations sont utilisées par plus de quatres ménages et seulement, 15% de latrines sont séparée par sexe, ce qui augmente le risque de contamination par des maladies. Les participants aux groupes de discussions ont aussi noté la présence de déchets solides domestiques, la présence de matières fécales et des eau stagnante dans la zone. Parmi les conséquences de ces conditions difficiles en termes de disponibilité de sources de points d'eau améliorés et de problèmes d'assainissement est un taux très élevé de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans (66%).

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)



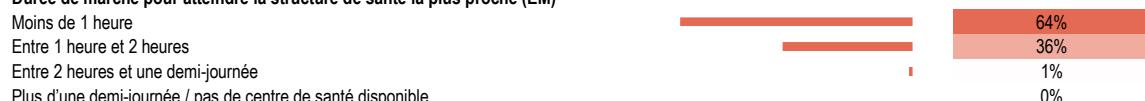
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)



Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)



Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	2	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	19	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	66%	-	4
Fièvre	84%	-	
Toux	59%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

IC	
Cas suspects	Cas confirmés
234	243
1	13
23	31
0	0
25	13
0	0
0	0
0	0
0	0

Paludisme

Infection Respiratoire Aigüe

Diarrhées aigües

Typhoïde

Malnutrition aigüe globale

Rougeole

Choléra

Fièvre jaune

Fièvre hémorragique

Autre

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, un peu

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes montrent que 97% des hommes et les femmes fréquentent les structures sanitaires (centre de santé, clinique, hôpital, etc.), 2% fréquentent les guérisseurs traditionnel ou religieux et 1% des répondants préfèrent rester à la maison ou se soigner soi-même comme principale source d'obtention des soins. Cela est confirmé par le fait que la quasi-totalité des informateurs clés ont indiqué que la principale source d'obtention des soins pour les ménages était une structure de santé. En ce qui concerne les conditions d'accouchement, les résultats concordaient avec des ménages rapportant que les femmes se dirigeaient vers des structures de santé avec une avantage de marche moins d'une heure pour atteindre les structures sanitaires à 64% des répondants et d'autres font plus d'une heure à 36% répondants.

On observe une augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise, la majorité des informateurs ont évoqué le manque de médicament modéré et manque de moyens pour payer les soins de santé. En ce qui concerne, les symptômes des maladies chez les enfants de moins de 5 ans souffrant (84% pour la fièvre, 66% pour la diarrhée et 59% pour la toux). Selon les informateurs clés les maladies détectées parmi les enfants de moins de 5 ans (Paludisme, diarrhées aigües, infection respiratoire aigüe, et malnutrition aigüe globale).

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	32%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	3	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	9%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	6	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	6	-	
Nombre total de personnes âgées	2	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

- Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
13	9	18	20
0	3	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	6	0	0
3	0	2	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
2	0	0	0
0	0	0	0
4	0	0	0
0	0	0	0
0	1	0	0
0	0	0	0
0	2	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

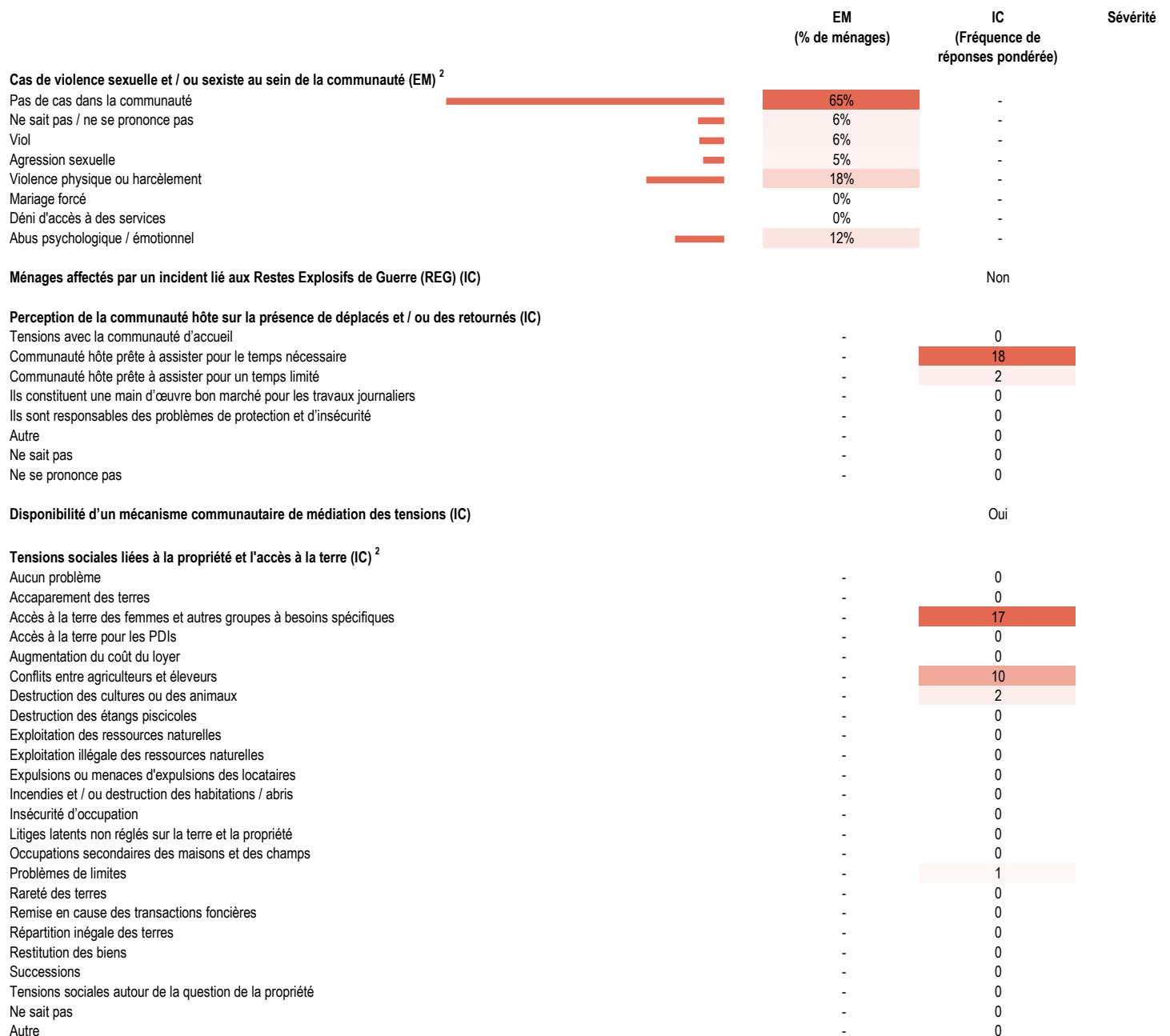
- | Type de violence ou de harcèlement | Pourcentage |
|--|-------------|
| Violence physique ou harcèlement | 11% |
| Déni d'accès à des services | 0% |
| Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées | 1% |
| Mariage forcé | 0% |
| Travail forcé | 3% |
| Pas de cas dans le ménage | 77% |
| Ne sait pas / ne se prononce pas | 7% |

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

- A horizontal bar chart titled "Types d'incidents chevronnés et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (En%)". The y-axis lists eight categories of incidents. Each category has a red bar indicating the percentage. The percentages are: Violence physique ou harcèlement (12%), Déni d'accès à des services (0%), Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées (1%), Mariage forcé (0%), Travail forcé (2%), Pas de cas dans le ménage (78%), and Ne sait pas / ne se prononce pas (7%).

Type d'incident	Pourcentage (%)
Violence physique ou harcèlement	12%
Déni d'accès à des services	0%
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%
Mariage forcé	0%
Travail forcé	2%
Pas de cas dans le ménage	78%
Ne sait pas / ne se prononce pas	7%

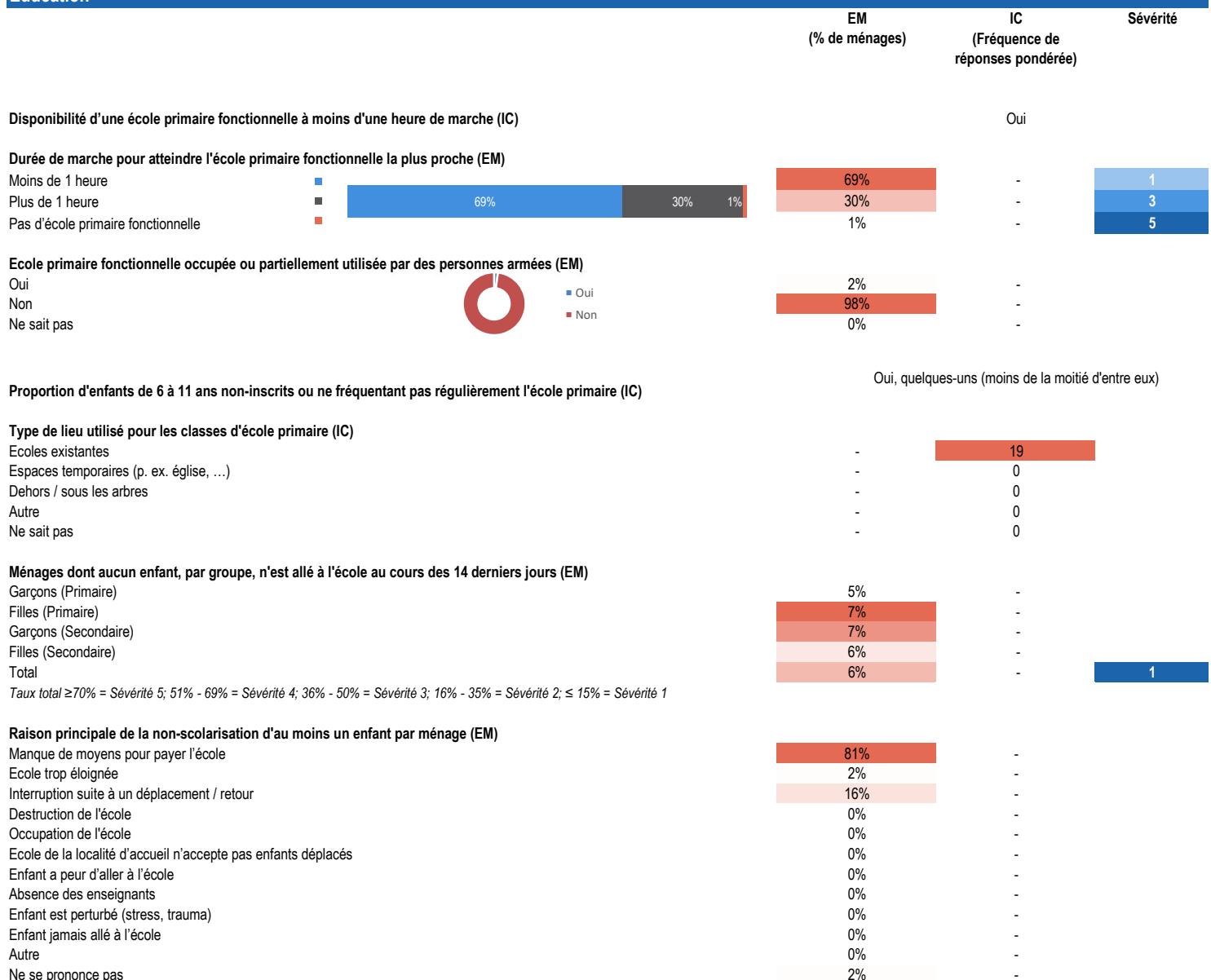
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)



Analyse Protection

Selon les résultats des enquêtes ménages ainsi que lors des groupes de discussion, plusieurs incidents de protection ont été signalés, notamment : Violences sexuelles, recrutements ou enrôlements forcés, pillage ou vol ou cambriolage, Enlèvements ou tentatives d'enlèvement, arrestations arbitraires, et meurtre. Selon les enquêtes 32% de ménages ont accueilli au moins un enfant non -accompagné et 9% ont confirmé la présence d'une personne en situation de handicap (PSH). Ces informations ont été confirmées par les informateurs clés. Tous les ménages enquêtés confirment que la population hôte est prête à assister les déplacés pour un temps nécessaire et temps limité. Selon les informations reçues des informateurs clés dans la zone il existe des tensions sociales liées à la propriété et accès à la terre notamment (problèmes de limites, conflits entre agriculteurs et éleveurs, augmentation du coût du loyer, accaparement des terres, exploitation illégale des ressources naturelles, répartition inégale des terres et la guerre de successions). Selon la majorité de ménages enquêtés, il existe néanmoins la présence de groupes de médiation promouvant la cohabitation pacifique et pouvant permettre de résoudre d'éventuels conflits entre communautés hôtes et déplacées.

Éducation



(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

- Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
- Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
- Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
- Elles / Ils doivent travailler à la maison
- Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
- Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
- Mariage précoce / mariage forcé
- Grossesse précoce
- Faim
- La route pour aller à l'école est trop dangereuse
- Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)

- Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
- L'école est trop loin
- L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
- Autre
- Ne sait pas
- Ne se prononce pas

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	19	19
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	90%
Avant la crise	-	95%

Taux total $\geq 70\% =$ Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\% =$ Sévérité 5

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	95%
Avant la crise	-	95%

Taux total $\geq 70\% =$ Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\% =$ Sévérité 5

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	-	55
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	-	60

Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; $\geq 86 =$ Sévérité 5

Analyse Education

Selon les résultats 99% des écoles sont restées fonctionnelles sur l'axe évalué contre 1% qui sont sans école primaire fonctionnelle, certaines sont accessibles en moins d'une heure de marche pour la grande majorité (69%), 30% à plus d'une heure, selon les résultats de l'enquête ménages 2% des écoles fonctionnelles sont occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées.

Quelques -uns (mins de la moitié d'entre eux) des proportions d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire et la minorité affirment que (Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans), 6% des ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours, parmi eux (5% garçons, 7% filles des écoles primaires et 7% des garçons et 5% des filles d'école secondaire). Le taux d'inscription des enfants en école primaire est de 90% après la crise contre 95% avant crise on constate une légère diminution à la suite de mouvement des déplacements des ménages dans la zone et l'insécurité dans les villages. Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire est de 95% actuellement contre 95% avant la crise, un enseignant encadre moins de 55 élèves contre 60 avant la crise.

Les discussions de groupe réalisée avec les familles de déplacés et les familles d'accueil dans tous les villages évalués laissent voir que le système éducatif a connu beaucoup des problèmes tant pour les déplacés que les autochtones surtout par la situation instable lié à l'insécurité grandissante. La plupart des enfants des déplacés n'accèdent pas à une éducation inclusive et de qualité à la suite du manque de moyens financiers, Interruption à la suite d'un déplacement et de fournitures scolaires perdus lors de la fuite pendant les affrontements dans les milieux d'origine entre les groupes armés. À la suite du manque de moyens financier les déplacés affirment qu'ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire pour leurs enfants de 6-11 ans.





Analyse AAP

Les modalités préférées pour les bénéficiar d'une assistance humanitaire pour les ménages pendant l'enquête ménages sont l'assistance en nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.), les Cash physique (en espèces), Cash physique (en espèces) et provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pros., etc.). Les besoins prioritaires de la population est la nourriture, AME (casseroles, bidons, habits, etc.) et le moyens financiers (cash).

La communauté interrogée propose plusieurs moyens pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire notamment (Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre), Au travers des leaders communautaires, appel téléphonique, Crieurs publics avec mégaphones, Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement) afin le SMS. En ce que concerne, la préférence des ménages enquêtés pour remonter une plainte ou doléance sur la réponse humanitaire, les participants ont proposé plusieurs moyens notamment (les appels téléphoniques, travailler avec les humanitaires (peu importe le genre) avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement), appel téléphonique, réseau social (Facebook, WhatsApp, etc.) SMS au travers des leaders communautaires.

Conclusions générales et commentaires

Au vu des données collectées lors de la présente enquête rapide multisectorielle par les équipes terrain ACTED, trois besoins prioritaires (par ordre d'importance) peuvent être relevés à savoir : la nourriture, Moyens financiers (cash) et AME (casseroles, bidons, habits, etc.) Un élément qu'il semble également intéressant de mentionner en matière de priorisation de modalité est le fait que l'assistance en nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.), est la première modalité privilégiée par les ménages par 83% des ménages et en les moyens financiers (cash) avec 53% des répondants. Signalons que la pression démographique pour les enquêtes ménages pour les déplacés représente environ 49% pour la population globale de l'axe. Il en résulte que la pression sur les ressources est conséquente et qu'une assistance en vivres est prioritaire sur la zone, en parallèle d'une assistance en relance agricole qui permettrait de renforcer la résilience alimentaire des ménages si nécessaire. Une assistance en articles ménagers essentiels, en santé-nutrition est également nécessaire dans les plus brefs délais est pertinente.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puis tubulaires, puis creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)